



54%

des collectivités ont entamé une démarche qui s'inscrit dans une logique d'économie circulaire.



82%

ont engagé une démarche pour réduire l'impact sur l'environnement.

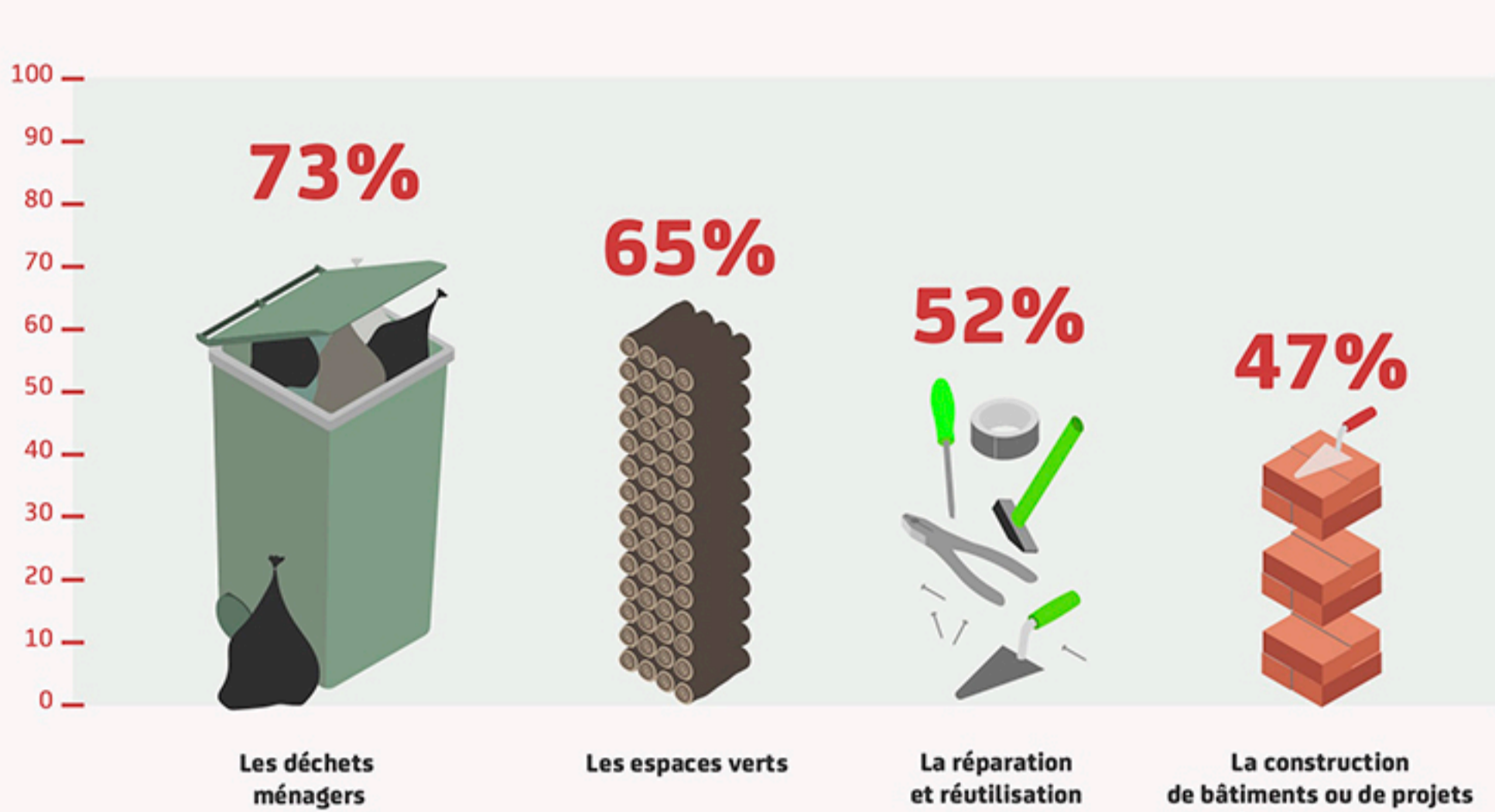


82%

pensent que le taux de valorisation des déchets va augmenter à horizon 2025.

Réduire notre impact sur l'environnement : une priorité en matière d'économie circulaire

Plus de la moitié des répondants a entamé une démarche qui s'inscrit dans une logique d'économie circulaire et près d'un tiers l'envisage. Les efforts se concentrent principalement sur :



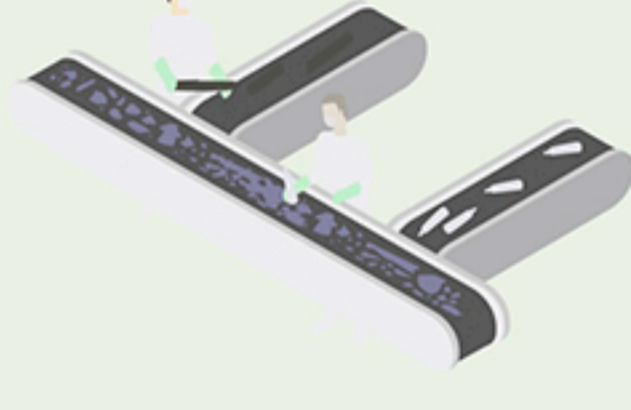
Les efforts fournis sont-ils suffisants ? Zoom sur la gestion des déchets



81%

des élus et agents interrogés pensent que la collectivité a prioritairement un rôle à jouer dans l'amélioration de la prévention, de la gestion et du recyclage des déchets,

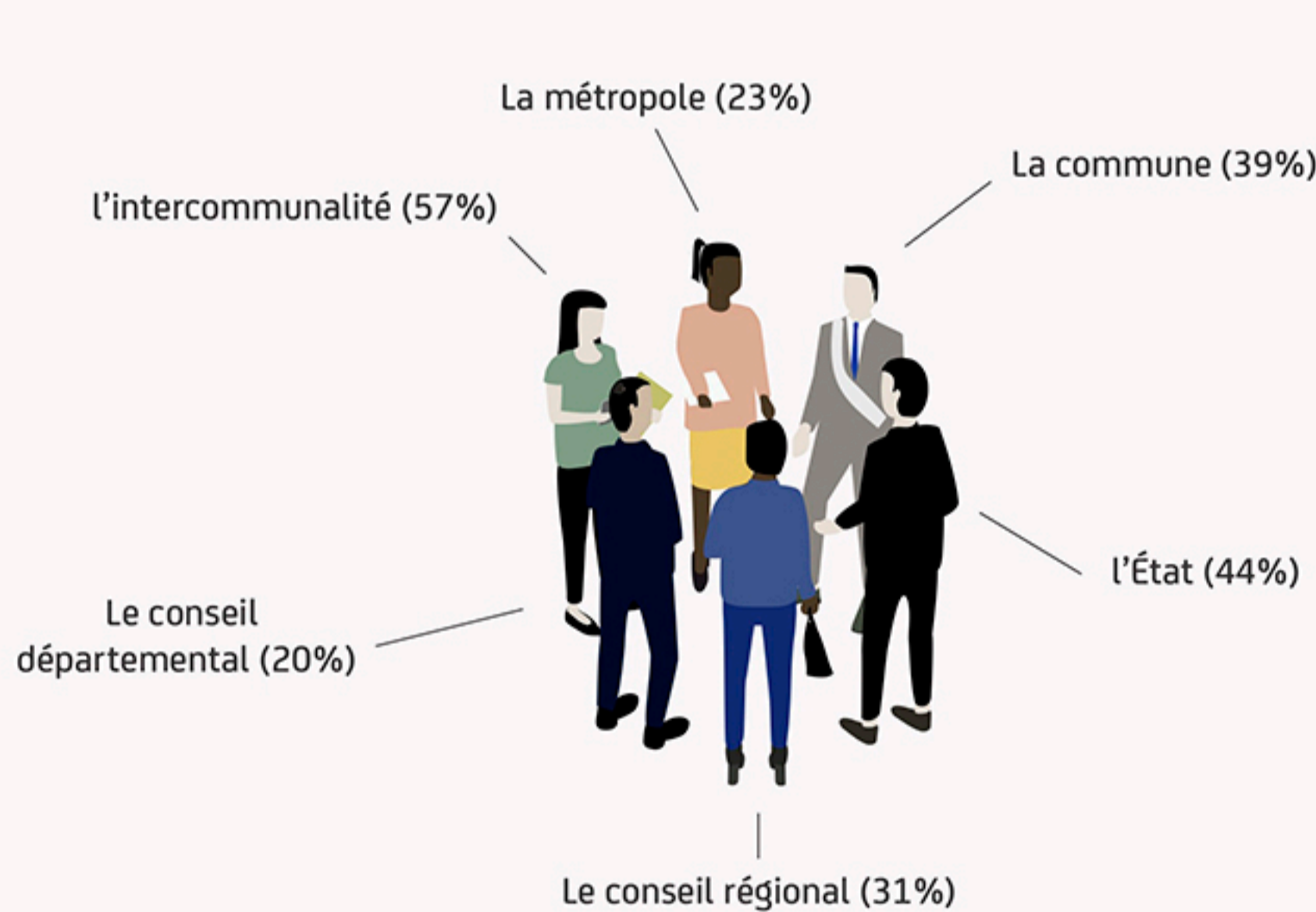
MAIS la moitié d'entre eux considèrent que les moyens mis en place pour collecter et trier les déchets ne sont pas encore suffisants ET SURTOUT



76%

pensent que les efforts fournis par les entreprises ne sont pas suffisants.

Pour les collectivités, les acteurs en mesure d'impulser la transition vers l'économie circulaire sont :



Leurs objectifs à travers cette démarche :



Réduire l'impact sur l'environnement



Générer de l'activité



Réduire la dépendance de votre territoire

Des résultats optimistes pour les communes de plus de 10 000 habitants et les métropoles :



92%

des interrogés affirment que l'économie circulaire a permis de renforcer le tissu associatif et citoyen.



75%

des interrogés affirment que l'économie circulaire a permis de générer de l'activité.



82%

des interrogés affirment que l'économie circulaire a permis de réduire l'impact sur l'environnement.



75%

des interrogés affirment que l'économie circulaire a permis de rendre le territoire plus attractif.

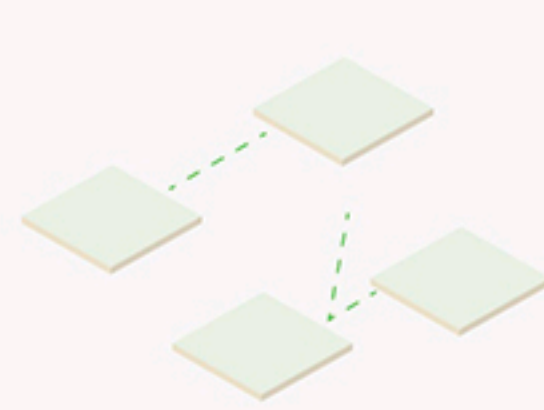
Mais des initiatives parfois freinées par :



La résistance au changement de la part des usagers (53%)



Le manque de moyens humains (besoin de formation et d'accompagnement) (44%)



Le manque de synergie entre les acteurs locaux (publics ou privés) (51%)

*Étude menée en partenariat avec Infopro Digital et La Gazette des communes sur un échantillon de 412 élus et agents des collectivités territoriales interrogés entre juillet et septembre 2018.